

5 mai 2015 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Point de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-saoudiennes, à Riyad le 5 mai 2015.

Mesdames, Messieurs,

Merci de nous avoir accompagnés pendant ces deux jours, d'abord au Qatar puis ensuite ici en Arabie saoudite. Cette visite a revêtu à tous égards un caractère exceptionnel.

Exceptionnel d'abord dans le contexte dans lequel elle s'est inscrite. Il y a dans la région, aujourd'hui et depuis déjà trop longtemps, des conflits qui atteignent sa stabilité et donc mettent en cause sa sécurité. Je pense à ce qui se produit depuis plus de trois ans en Syrie, en Irak, la présence de Daech, Al-Qaïda, mais aussi ce qui s'est maintenant installé au Yémen avec une intervention mise en œuvre par des pays qui ont voulu répondre à l'invitation ? pour ne pas dire la supplique ? du président HADI, compte tenu de la situation dramatique de son pays.

Tout cela justifie que la France soit aux côtés des pays de la région pour assurer la stabilité et la sécurité, mais aussi pour trouver des solutions diplomatiques. C'est ce que nous avons toujours fait, aussi bien pour la Syrie que pour l'Irak, et encore aujourd'hui pour le Yémen. Lorsqu'il s'agit de prendre des décisions, nous l'avons déjà montré, nous en sommes capables. Nous sommes partie prenante de la coalition en Irak, nous avons soutenu et nous soutenons encore l'opposition modérée en Syrie.

Mais nous cherchons toujours en même temps des solutions diplomatiques. C'était aussi le sens de ma visite ici, puisqu'elle s'inscrivait également dans le cadre du Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe. C'était la première fois qu'un chef d'Etat étranger y était invité. Pour la France, c'était la reconnaissance de son action dans la région et de la confiance qu'elle inspire. Et il s'agissait pour moi de rappeler les principes de notre action extérieure et le soutien que nous pouvons apporter dans une région qui est affectée par le terrorisme. Le terrorisme, il nous concerne tous. Et l'insécurité d'une région, c'est l'insécurité du monde. Et surtout ici.

Nous avons aussi rappelé le rôle qui était le nôtre, Laurent FABIUS en particulier pour les négociations sur le nucléaire avec l'Iran, et montrer quelle était la ligne directrice de notre diplomatie. C'est-à-dire faire en sorte qu'il puisse y avoir avec l'Iran un accord robuste, un accord durable, un accord vérifiable qui puisse donc, à ce moment-là, permettre qu'il y ait une levée progressive des sanctions.

Nous avons aussi voulu renforcer encore la relation bilatérale avec l'Arabie Saoudite. La veille, j'étais au Qatar et le ministre de la Défense avait travaillé pour que nous puissions signer le contrat Rafale, 24 avions. Celui-ci vient après d'autres contrats, il est à la fois le fruit de la capacité de l'entreprise DASSAULT mais aussi des entreprises françaises à promouvoir un équipement de cette qualité, et en même temps, le travail obstiné des pouvoirs publics pour aboutir à ce résultat.

Aujourd'hui il s'agissait avec l'Arabie Saoudite de parler bien plus que de défense. Il y a eu un travail qui a été mené, pour la défense par le ministre de la Défense, pour le reste par le ministre des Affaires étrangères. Mais le reste, c'est presque le tout. Nous avons pu ouvrir de nouveaux domaines, de grands domaines. Certains étaient déjà largement travaillés par les entreprises françaises, mais dans le domaine de la santé, de l'énergie, des transports ? j'ai évoqué les infrastructures et la défense ? nous avons fixé à la fois une ambition et une méthode.

L'ambition, c'est d'être capable de répondre à toutes les sollicitations, à évaluer les besoins et à pouvoir investir en France et en Arabie Saoudite dans l'intérêt des deux pays. Des fonds vont

être constitués et donc il va y avoir des retombées positives pour l'économie française et utiles pour l'Arabie Saoudite. Nous allons mobiliser à la fois des investisseurs publics et des investisseurs privés.

La méthode, c'est de pouvoir agir rapidement. C'est-à-dire de donner une perspective qui puisse concerner de nombreux domaines et une vérification de la mise en uvre. Dès le mois de juin dans les secteurs que j'ai définis, il y aura déjà des annonces qui pourront être confirmées. Et nous avons un autre rendez-vous au mois d'octobre, puisque c'est le forum franco-saoudien, et là aussi nous pourrions montrer la rapidité de la mise en uvre de ce que nous avons marqué ici comme accord entre les deux pays.

Voilà le sens de cette visite : être utile d'abord à la sécurité et à la paix. Lutter contre le terrorisme et faire en sorte que nous ne puissions pas rester indifférents face au chaos qui menace plusieurs Etats de la région. Etre capables à la fois de montrer une solidarité, un soutien pour assurer la sécurité et la stabilité, et en même temps prendre des initiatives diplomatiques. Et enfin montrer que l'économie française, avec ce qu'elle peut offrir de dynamisme, de performances, de technologies, est capable de convaincre un grand pays comme l'Arabie Saoudite, après en avoir fait la démonstration au Qatar. C'est donc une visite qui donne à la France un rôle important dans la région et qui n'est due que par la persévérance avec laquelle nous avons travaillé.

Depuis trois ans je ne peux parler que de ce que j'ai moi-même engagé avec le gouvernement nous avons veillé à avoir de la constance dans nos choix, de la ténacité dans nos décisions, et en même temps de la visibilité dans les objectifs que nous poursuivons. Nous en tirons un certain nombre de retombées, mais c'est surtout sur le plan de l'image de la France, de la force de la France, du rôle de la France que je veux insister. Il y a tout ce qui relève de l'économie, de l'emploi, et c'est majeur, mais nous n'agissons pas ici dans cette région pour ce but. Nous agissons aussi bien avec nos forces armées lorsqu'elles sont utilisées je pense à la coalition en Irak qu'avec notre diplomatie, qu'avec notre expression politique pour permettre de régler les conflits dans la région et de protéger notre pays. L'essentiel pour ce qui me concerne, c'est de protéger la France et de permettre à l'Europe d'être le plus possible en sécurité. Et ce que nous faisons pour cette région, nous le faisons aussi pour nous-mêmes. C'est pourquoi la France est respectée. C'était aussi ce que je voulais démontrer à travers cette visite. Je peux répondre à vos questions.

Journaliste : Monsieur le Président, vous l'avez évoqué vous-même assez longuement à l'instant et Laurent FABIUS nous l'a dit ce matin, la France et l'Arabie Saoudite discutent d'une vingtaine de projets importants qui représentent plusieurs dizaines de milliards d'euros. Est-ce que vous pouvez nous éclairer davantage sur ces projets, après les nombreuses rencontres que vous avez eues avec les responsables saoudiens ?

LE PRESIDENT : J'ai rencontré tout au long de la journée les principaux ministres du gouvernement saoudien dans les domaines comme l'énergie, la santé, les transports, le développement urbain, pas simplement pour les évoquer mais pour fixer des principes qui pourront permettre aux entreprises françaises d'être les plus sollicitées dans les différentes offres qui vont être présentées. J'ai ensuite rencontré le ministre des finances saoudien (d'ailleurs qui m'accompagne jusqu'ici) et les différents responsables des fonds saoudiens pour qu'il puisse y avoir un courant d'investissements favorable à la France et également que des entreprises françaises puissent être incitées à venir investir en Arabie Saoudite. Laurent FABIUS a parlé des différents domaines et il a donné aussi la démarche. Car il ne s'agissait pas d'annoncer des contrats pour des contrats. C'eut été d'ailleurs contraire à ce que je viens d'affirmer ici.

Nous sommes là pour définir un partenariat durable, stratégique et qui puisse couvrir des domaines nombreux et la Défense étant l'un d'entre eux, mais pas le principal d'entre eux. Et lorsqu'il évoque plusieurs dizaines de milliards, oui ! C'est ce qui pourrait déboucher à moyen terme, et on en aura l'illustration à travers les différentes rencontres, la plus importante étant en octobre prochain. C'est là que seront véritablement délivrées les annonces que j'ai ici préparées.

Journaliste : Monsieur le Président, nous sommes ici dans un pays qui pratique la décapitation publique. Est-ce que la France peut avoir deux langages ? C'est-à-dire à la fois s'offusquer par

publique. Est-ce que la France peut avoir deux langages ? C'est à dire à la fois s'entretenir par exemple de l'éventuelle exécution de Serge ATLAOUI en Indonésie, et dans le même temps sembler fermer les yeux sur ce qui se passe ici ?

LE PRESIDENT : La France milite à l'échelle du monde pour l'abolition de la peine de mort. Elle fait en sorte, chaque fois qu'elle s'exprime et où qu'elle s'exprime, de dire que la peine de mort doit être bannie. Je l'ai fait moi-même à la tribune de l'assemblée générale des Nations unies, et je continue de le faire. Je ne le fais pas parce qu'un de nos ressortissants peut être victime de cette exécution je pense à Serge ATLAOUI je le fais partout et quelles que soient les personnes qui peuvent se retrouver condamnées à mort et exécutées. Et je le fais ici aussi.

Journaliste : Monsieur le Président, il y a trois ans demain, les Français vous portaient à la tête du pays. Depuis la gauche a enchaîné les défaites électorales, ou les résultats se font attendre, la défiance à l'égard de l'exécutif est notable. Cela dit, il y a une différence qui semble s'être installée entre votre Premier ministre et vous-même £ dans un sondage publié aujourd'hui sept Français sur dix disent qu'ils préféreraient que Manuel VALLS soit le candidat de la gauche en 2017. Certes, on n'est pas en 2017 aujourd'hui, mais quelles conséquences tirez-vous de ces chiffres, quels enseignements et comment les recevez-vous ?

LE PRESIDENT : Je vous remercie des informations et des commentaires que vous me donnez sur l'actualité politique en France, mais je ne ferai ici aucun commentaire.

Journaliste : Bonjour Monsieur le Président. Ma question concerne la ville de Béziers. Son maire ce matin a expliqué que dans les écoles de sa ville, les élèves étaient classés par appartenance religieuse. Cela a provoqué l'indignation en France. Une enquête préliminaire, ce matin, a été décidée par le Parquet. Ma question est la suivante : de quels moyens dispose l'Etat, c'est-à-dire vous, pour aller au-delà de cette indignation, de cette enquête préliminaire et en tirer toutes les conséquences, par des sanctions peut-être, comme le demande votre Premier ministre cet après-midi ?

LE PRESIDENT : Là aussi, je suis en Arabie Saoudite et je ne vais pas faire de déclaration sur ce qui se produit en France. Néanmoins, il y a des principes dans la République et quand ils sont atteints, quand ils sont gravement atteints, les tribunaux en sont saisis et des sanctions seront prononcées par les juges compétents. Ce que je peux dire, c'est que dans un pays comme la France, il ne peut y avoir de fichage d'élèves dans les écoles en fonction de leur nom, qui supposeraient leur religion ! C'est contraire à toutes les valeurs de la République et au-delà de la saisine des tribunaux, il était important que le gouvernement puisse également se prononcer et dire que ce n'était pas la République, et donc elle ne serait pas tolérée. Merci !

Journaliste : Monsieur le Président, vous avez rencontré ce matin le prince héritier, ministre de l'Intérieur, qui est très concerné par la lutte contre le terrorisme et les djihadistes en fait, parce qu'il en a été victime. Est-ce qu'il y a des projets concrets entre vous et l'Arabie Saoudite pour lutter contre le phénomène djihadiste qui menace tout le monde ? Et quels sont ces projets concrets ?

LE PRESIDENT : D'abord vous avez rappelé ce qu'était la coopération entre l'Arabie saoudite et la France pour assurer la sécurité et la stabilité et je pense notamment au Liban. Puisque lorsque j'étais venu il y a près de deux ans, nous avons évoqué cette possibilité de trouver une solution pour le Liban, pour sa sécurité, et nous l'avons mise en œuvre. Et maintenant l'armée libanaise peut disposer des matériels que nous avons promis, l'Arabie saoudite en ayant assuré l'essentiel du financement. Mais au-delà de cette question sur cette coopération que nous pouvons engager, il y a une coopération constante, un échange d'informations, de renseignements pour lutter contre le terrorisme. Nous en avons parlé parce que tout ce qui peut concerner les déplacements, les voyages d'un certain nombre de personnes, quelle que soit leur nationalité, tout cela peut avoir des conséquences sur notre propre sécurité.

Nous avons parlé d'ailleurs de la réalité. Il y a plus de 3.000 Saoudiens qui sont partis sur les zones de combat en Syrie et en Irak et nous, nous en avons 1.500. Donc nous sommes confrontés, tous les pays sont confrontés, l'Arabie saoudite comme la France, même si nous ne sommes pas géographiquement dans la même situation. Quand nous sommes confrontés à ce phénomène, nous avons donc besoin de coopérer, d'échanger et de pouvoir prévenir les actions

terroristes. Je rappelle qu'en France nous faisons un effort pour que ne partent plus ceux qui seraient tentés, c'était le sens de la loi antiterroriste que nous avons fait voter il y a maintenant plusieurs mois. Et deuxièmement, nous faisons tout ce qu'il est possible de faire pour arrêter ceux qui reviennent. Et puis il y a ceux qui ne reviennent pas : il y a eu plus de 100 morts, 100 morts français en Syrie et en Irak.

Donc nous mettons une nouvelle fois en garde, nous nous adressons aux familles. C'était d'ailleurs intéressant de voir que l'Arabie saoudite a aussi cette volonté de s'adresser aux familles pour qu'elles signalent les comportements lorsqu'ils peuvent être décelés de manière à ce qu'il puisse y avoir une intervention. Donc, oui, nous avons travaillé à ce que nous puissions coopérer davantage dans la lutte contre le terrorisme.

Merci à vous.